

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

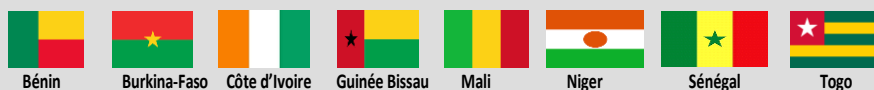
Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N° 62

4^e trimestre 2023



Mars 2024

La note de conjoncture économique régionale dans l’UEMOA est une production trimestrielle du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l’UEMOA dirigé, depuis mai 2021, par **Monsieur Mahamadou GADO**.

L’édition 62 de la note de conjoncture économique régionale a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur Kalidou THIAW**, Directeur de la prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- **Monsieur Koladé Ayédero OKOUDJOU**, Chef de la Division des études économiques ;
- **Monsieur Aba CAMARA**, Chargé des études et des statistiques économiques ;
- **Monsieur Soumana HAROUNA IDE**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Totas A. Joao CORREIA**, Chargé des prévisions et des études économiques ;
- **Monsieur Abiboulaye MOUSSA**, Chargé de la surveillance multilatérale ;
- **Monsieur Yao Eric KOUAKOU**, Chargé de l’Analyse d’impact des politiques et programmes ;
- **Diabel DIOP**, Chargé des prévisions et des études économiques.

Avec des données collectées dans les Etats membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- **Bénin** : **Monsieur Assousia Yves KOKOU** de la Direction Générale de l’Economie (DGE) ;
- **Burkina Faso** : **Monsieur Issaka NIANGAO** de l’Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- **Côte d’Ivoire** : **Monsieur Mamadou KONE** de la Direction Générale de l’Economie (DGE) ;
- **Guinée Bissau** : **Madame Laudimila Caty Silva RICCIULLI CAMARA** de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- **Mali** : **Monsieur Seidina Oumar MINTA**, de l’Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- **Niger** : **Madame Zeynabou MALIKI** de l’Institut National de la Statistique (INS) ;
- **Sénégal** : **Monsieur Amath DIAGO** de l’Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSI) ;
- **Togo** : **Monsieur Komi Venunye AGBOKA** de l’Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

Liste des tableaux.....	iii
Liste des graphiques	iii
Sigles et abréviations	iv
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale	3
1.1. Activité économique mondiale	3
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	5
1.3. Cours des matières premières.....	5
2. Conjoncture dans la Zone UEMOA.....	8
2.1. Activité économique régionale	8
2.2. Evolution de l'inflation	13
2.3. Secteur extérieur	15
2.4. Finances publiques.....	19
2.5. Situation monétaire.....	21
3. Principaux faits marquants	23
3.1. Environnement international	23
3.2. Pays de l'UEMOA.....	24
Conclusion.....	26
ANNEXES	27

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars	6
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2022/2023	10
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction.....	13
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre	14
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	14
Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA	19
Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA....	22

Liste des graphiques

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde .	4
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent depuis 2015 (en dollars US par baril)	5
Graphique 3 : Evolution des cours de l'or	6
Graphique 4 : Evolution des cours moyens trimestriels des cafés <i>Arabica</i> et <i>Robusta</i> (en \$/Kg)	7
Graphique 5 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA.....	8
Graphique 6 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union.....	16
Graphique 7 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union	17
Graphique 8 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)	17
Graphique 9 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA)...	18
Graphique 10 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union.....	18

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
Covid-19	: Maladie à coronavirus 2019
DPE	: Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	: Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
mds	: Milliards
nd	: Non disponible
PIB	: Produit Intérieur Brut
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
4T23	: quatrième trimestre 2023
pp	: Points de pourcentage

Résumé

Selon les dernières estimations du FMI, la croissance mondiale pour 2023 ressortirait à 3,1%, contre 3,0% projetée en octobre dernier. L'activité économique mondiale serait donc moins vigoureuse en 2023 qu'en 2022 où la croissance s'est affichée à 3,5%.

En 2024, l'économie mondiale devrait se maintenir à 3,1%, comme en 2023, et passerait à 3,2% en 2025. Ces chiffres restent en dessous de la moyenne historique (3,8%, entre 2000-2019)¹.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a également connu un ralentissement en 2023, pour la deuxième année consécutive depuis la crise sanitaire de 2020. Elle s'établirait à 3,3% en 2023, contre 4,0% en 2022. Cette situation est liée, entre autres, au choc inflationniste entraîné par la guerre menée par la Russie en Ukraine qui a notamment eu pour conséquence la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers.

S'agissant de l'UEMOA, le taux de croissance s'établirait à 5,7% en 2023, comme en 2022, grâce à la poursuite du dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité et à l'atténuation de l'impact de la crise ukrainienne. Toutefois, les menaces sécuritaires dans la sous-région continuent de peser globalement sur l'activité économique.

Au niveau des échanges extérieurs, au quatrième trimestre 2023, leur situation a été caractérisée par une hausse des ventes et des achats de l'Union², respectivement de 23,2% et 0,9%, comparativement au trimestre précédent de la même année. Par rapport à la même période de l'année 2022, les exportations de l'Union ont augmenté de 17,3%, alors que les importations ont chuté de 14,5%. En cumul, pour l'année 2023, les exportations de l'Union ont progressé de 10,9%, tandis que les importations ont reculé de 0,6% par rapport à 2022.

Pour ce qui est de l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA, au terme du quatrième trimestre 2023, il ressort que la position budgétaire globale de l'Union³ s'est améliorée de 1 837,5 mds par rapport au quatrième trimestre de l'année 2022, mais reste déficitaire (-1 483,2 mds). Cette amélioration du déficit budgétaire de l'Union est en relation avec la suppression ou l'assouplissement des mesures prises pour lutter contre la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, les conséquences de la crise russo-ukrainienne ainsi que de la mise en œuvre des mesures contenues dans les plans de riposte des Etats membres de l'Union.

Sur la période sous revue, la masse monétaire et les créances sur les autres secteurs sont en hausse, tandis que les actifs extérieurs nets ressortent en baisse.

¹ Toutefois, les dernières « *Perspectives de l'économie mondiale* » du FMI publiées tout récemment publiées, en avril 2024, projettent la croissance de l'économie mondiale à 3,2% pour 2024.

² Hors Bénin, Guinée Bissau et Mali. Les données du quatrième (4^{ème}) trimestre 2023 sur le commerce extérieur de ces Etats membres n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de la présente note. Dans la suite de la note, les informations concernant la situation régionale du commerce extérieur porteront sur les statistiques agrégées pour les cinq (05) autres Etats membres de l'Union.

³ Hors Bénin, Mali et Togo. La situation est identique à celle relevée ci-dessus pour le commerce extérieur.

Introduction

La Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale (NCR) pour permettre le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Cette note est publiée à l'attention des décideurs régionaux, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

L'édition 62 de la note analyse la situation économique et financière, ainsi que celle des échanges extérieurs des Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2023 et présente une brève projection du premier trimestre de l'année 2024. Elle comporte trois (03) parties : (i) l'environnement international, (ii) la conjoncture dans la zone UEMOA, et (iii) les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition mise à jour de janvier 2024 des « *Perspectives de l'économie mondiale* » du Fonds Monétaire International (FMI) et de la base de données « *The Pink Sheet* » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2023. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

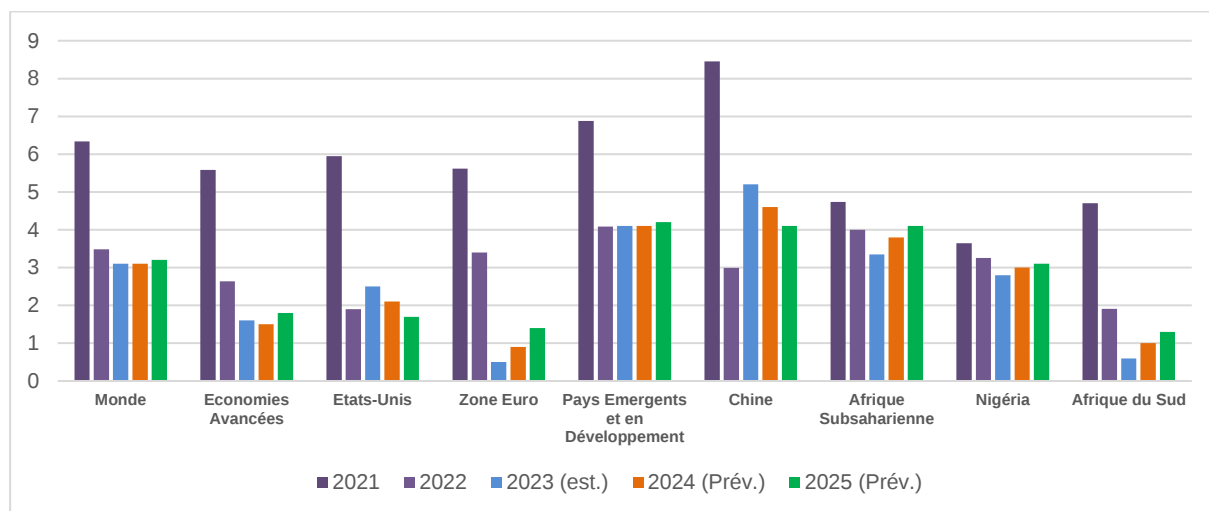
En 2023, l'**activité économique mondiale** a poursuivi son ralentissement bien que les perspectives en début de l'année aient été plus optimistes, avec la baisse des prix de l'énergie et la réouverture de l'économie chinoise. L'activité économique mondiale s'est montrée résiliente au cours du deuxième semestre avec une bonne contribution des grandes puissances dont la croissance économique a été soutenue par des facteurs liés aussi bien à la demande qu'à l'offre. En effet, en dépit du durcissement des conditions monétaires, l'accroissement des dépenses privées et publiques a soutenu l'activité à travers la demande. Du point de vue de l'offre, la résolution des problèmes de la chaîne d'approvisionnement et la baisse des prix de l'énergie et des produits de base ont également joué leur contribution à l'augmentation de l'activité économique, malgré la résurgence d'incertitudes sur le plan géopolitique, avec la recrudescence des tensions géopolitiques, en particulier au Moyen-Orient. Le FMI, dans sa publication de janvier 2024, a estimé la croissance de l'activité économique mondiale à 3,1% en 2023, soit une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage (pp) par rapport aux prévisions d'octobre dernier.

Dans les **économies avancées**, le FMI a estimé la croissance à 1,6%, contre 1,5% lors de la projection d'octobre 2023, la jugeant ainsi légèrement plus résiliente en 2023. Cette amélioration est essentiellement tirée par la vigueur de l'économie américaine qui s'est consolidée de 2,5% en 2023, contre 1,9% l'année précédente, malgré la politique restrictive de la Fed contre l'inflation. En effet, l'économie américaine a consolidé sa demande, notamment, celle publique et ses investissements avec la baisse progressive de l'inflation, bien que cette dernière reste encore relativement élevée. En zone euro, le ralentissement économique est plus accentué car l'activité économique est plombée par l'inflation, en sus de la crise en Ukraine qui bloque davantage la distribution d'énergie dans une bonne partie de la zone. La croissance de la zone euro est passée de 3,4% en 2022 à 0,5% en 2023 et elle est davantage marquée par la récession enregistrée cette année en Allemagne (-0,3%, 2023). Au Royaume-Uni, la croissance a également fortement ralenti, avec un taux de 0,5%, contre 4,5% un an auparavant. En revanche, au Japon, l'activité économique s'est consolidée avec une accélération de la croissance à 1,9% en 2023, contre 1,0% en 2022. Cette croissance a été portée par la vigueur de la demande, tirée par une augmentation du tourisme entrant et la mise en œuvre de politiques accommodantes pour stimuler un rebond de l'activité économique, en particulier la dépréciation du Yen pour favoriser les exportations d'automobiles qui avaient été freinées par des problèmes de la chaîne d'approvisionnement.

Dans les économies émergentes et en développement, le FMI a maintenu la croissance économique à son niveau de 2022. En effet, le taux de croissance est estimé 4,1% en 2023, soit une révision à la hausse de 0,1 pp par rapport aux dernières projections. La Chine a enregistré une accélération de sa croissance économique de 2,2 pp, passant de 3,0% en 2022 à 5,2% en 2023, soit une révision à la hausse de 0,2 pp par rapport aux projections d'octobre 2023. Cependant, l'activité économique chinoise est encore loin de son potentiel en raison, entre autres, des turbulences dans l'investissement, notamment dans le secteur de l'immobilier, mais également de la baisse du niveau de consommation.

En Inde, la croissance est restée forte à 6,7% en 2023, contre une projection de 6,3% en octobre 2023. Au Brésil, la dynamique économique s'est également maintenue en 2023, avec une croissance estimée à 3,1%, soit une hausse de 0,1 pp par rapport à l'année précédente.

Graphique 1 : Taux de croissance économique dans les principales régions du monde



Source : « Perspectives de l'économie mondiale », janvier 2024 du FMI.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a aussi connu un ralentissement en 2023, pour la deuxième année consécutive depuis la crise sanitaire de 2020. Cette situation est liée, entre autres, au choc inflationniste entraîné par la guerre en Ukraine dont les effets se sont faits sentir sur l'accès aux crédits, avec la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers. En effet, pour faire face à l'inflation mondiale qui a atteint des niveaux considérables depuis la crise liée à la Covid-19, les banques centrales des économies avancées ont mené des politiques monétaires restrictives en augmentant leurs taux directeurs de manière continue pour atteindre les objectifs de ciblage d'inflation à moyen terme ($\leq 2\%$). La hausse des taux d'intérêt de la Fed a entraîné une réorientation des investisseurs vers le marché américain, au détriment des pays émergents, et en particulier en Afrique subsaharienne, région dont le spread demeure encore très élevé.

Ainsi, la croissance économique de la région s'est établie à 3,3% en 2023, contre 4,0% en 2022. Les deux (02) grandes économies de la région ont également enregistré des résultats moindres par rapport à la moyenne de la région. En effet, la croissance nigériane ressortirait à 2,8% en 2023, contre 3,3% en 2022 et celle de l'Afrique du Sud est estimée à 0,6%, contre 1,9% en 2022.

En perspective, selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale est attendue à 3,1% en 2024, comme en 2023 et il serait de 3,2% en 2025. Le ralentissement économique des pays avancés se poursuivrait en 2024 (+1,5%) avant de connaître une faible accélération à partir de 2025 (+1,8%). Les pays émergents et en développement connaîtront la même tendance que l'économie mondiale. La croissance serait attendue au même niveau qu'en 2023 pour l'année 2024, avant un connaître une légère hausse de 0,1 pp en 2025.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

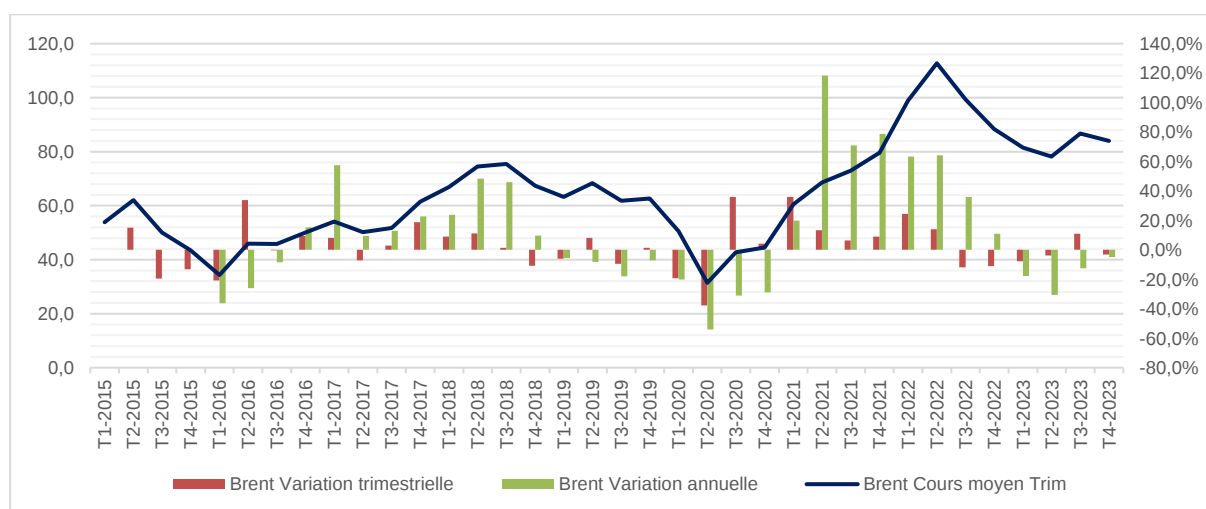
L'inflation, au niveau mondial, a ralenti plus rapidement que prévu. Selon les estimations, au quatrième trimestre 2023, l'inflation globale au niveau mondial a été inférieure d'environ 0,3 pp aux prévisions de l'édition d'octobre 2023 des PEM du FMI, en données corrigées des variations saisonnières d'un trimestre à l'autre. Le recul de l'inflation s'explique par la dissipation des chocs sur les prix relatifs, notamment ceux sur les prix de l'énergie, et par les répercussions sur l'inflation hors alimentation et énergie qui en découlent. En effet, le cours annuel moyen du pétrole a baissé d'environ 16% en 2023. En octobre 2023, dans le contexte de conflit au Moyen Orient, les cours du pétrole ont d'abord augmenté, puis reculé à mesure que les craintes d'une escalade régionale du conflit s'estompaient. Globalement, l'inflation mondiale a reculé de 1,9 pp par rapport à l'année précédente pour s'établir à 6,8%. La baisse est bien plus prononcée dans les économies avancées que dans les économies émergentes et en développement. Les prix à la consommation sont passés de 7,3% en 2022 à 4,6% en 2023 dans les pays avancés et de 9,8% à 8,4% sur les mêmes périodes dans les pays émergents et en développement.

En perspective, les projections concernant la trajectoire de l'inflation devraient se traduire par un raffermissement de la déflation favorisée par une légère amélioration de l'activité économique mondiale. L'inflation globale à l'échelle mondiale devrait passer d'un taux estimé à 6,8% en 2023 (moyenne annuelle) à 5,8% en 2024, puis 4,4% en 2025. La désinflation devrait être plus rapide pour les pays avancés, où l'inflation devrait reculer de 2,0 points de pourcentage en 2024, à 2,6%, que pour les pays émergents et les pays en développement, où elle ne devrait fléchir que de 0,3 pp, à 8,1%.

1.3. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2024, le cours du pétrole brut (*Brent*) a poursuivi sa tendance baissière entamée depuis septembre 2023, passant de 94 dollars le baril à 77,9 dollars le baril à la fin de l'année 2024, malgré la crise au Moyen-Orient qui a conduit beaucoup d'économistes à redouter une remontée des cours du baril sur le marché international. En moyenne, sur le quatrième trimestre 2023, le baril du *Brent* est ressorti à 84 dollars, contre 86,8 dollars le trimestre précédent, soit un repli de 3,1% en variation trimestrielle.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent depuis 2015 (en dollars US par baril)



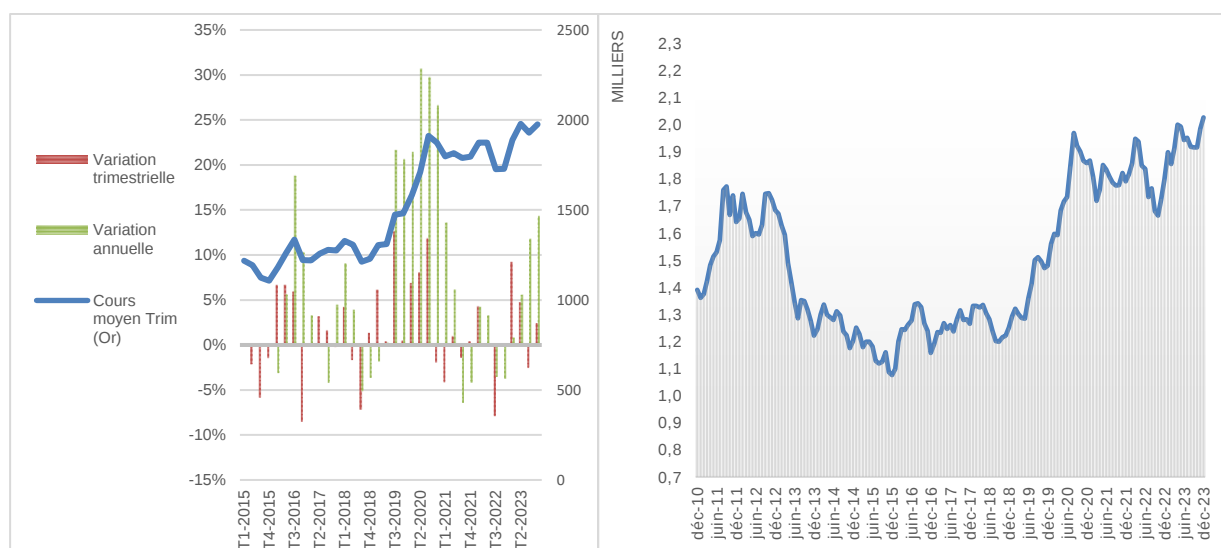
Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », **Janvier 2024**, et Commission de l'UEMOA (Calculs).

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2022	2023		Variations en %	
		T4	T3	T4	Trim.	Gliss.
Pétrole brut (Brent)	(\$/bbl)	88,4	86,8	84,0	-3,1	-4,9
Cacao	(\$/kg)	2,4	3,5	4,0	13,5	64,1
Café arabica	(\$/kg)	4,9	4,1	4,3	4,9	-10,9
Café robusta	(\$/kg)	2,1	2,8	2,8	0,2	30,7
Huile d'arachide	(\$/mt)	2146,1	2146,5	1928,8	-10,1	-10,1
Huile de palme	(\$/mt)	925,0	856,3	816,1	-4,7	-11,8
Huile de palmiste	(\$/mt)	1055,8	984,7	948,7	-3,7	-10,1
Maïs	(\$/mt)	322,2	224,6	216,2	-3,8	-32,9
Riz brisé 5%	(\$/mt)	446,0	600,7	610,7	1,7	36,9
Banane	(\$/kg)	1,0	1,1	1,1	-0,7	9,5
Sucre	(\$/kg)	0,3	0,4	0,4	-1,1	5,5
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/m3	562,2	606,8	594,8	-2,0	5,8
Coton (A Index)	(\$/kg)	2,2	2,1	2,0	-3,7	-8,3
Phosphate roche	(\$/mt)	305,8	345,4	250,0	-27,6	-18,3
Or non monétaire	(\$/troy oz)	1729,0	1928,6	1975,5	2,4	14,3

Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », **Janvier 2024** ; et Commission de l'UEMOA (Calculs).

Les cours de l'or sont ressortis en hausse au quatrième trimestre 2023, avec un pic de 2026,2 dollars l'once historique en décembre 2023, jamais atteint par le passé . En effet, avec la politique restrictive des grandes banques centrales pour contrecarrer la flambée inflationniste, les taux d'intérêts bancaires, notamment ceux de la Fed, ont bien ralenti, voire se sont timidement repliés à partir du mois de mai. Cette évolution des taux a été un signal pour l'augmentation de la demande les investisseurs sur le marché de l'or. De plus, la demande en or des institutions bancaires a fortement augmenté, compte tenu de leur objectif de politiques monétaires susmentionnées visant à réduire la masse monétaire et *in fine* l'inflation. Ces mesures se sont ainsi répercutées sur les cours observées sur le marché international avec la montée des cours de l'or. En moyenne, sur le quatrième trimestre 2023, le cours de l'or s'est établi à 1 975,5 dollars l'once, soit une hausse de 2,4% par rapport au trimestre précédent et de 14,3% comparativement à la même période l'année précédente.

Graphique 3 : Evolution des cours de l'or

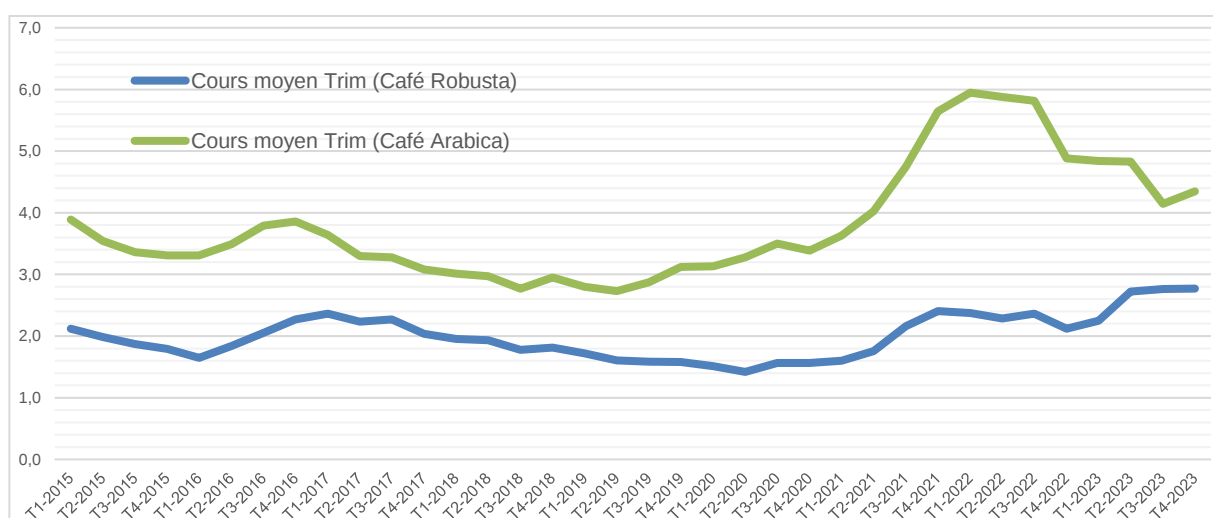
Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », **Janvier 2024** ; et Commission de l'UEMOA (Calculs).

Les cours du coton se sont repliés de 3,7% au quatrième trimestre 2024, par rapport au trimestre précédent, pour s'établir, en moyenne, à 2,0 dollars le kg. Cette situation s'explique surtout par la baisse de la demande mondiale, en liaison avec les difficultés économiques mondiales, conjuguées à la baisse de la production d'égrenage en 2023 induite par les conditions climatiques défavorables dans certaines régions de grande production. En effet, la production a globalement baissé de 2,2% en 2023⁴, par rapport à l'année précédente et les exportations se sont, pour leur part, repliées de plus de 20% sur la même période.

S'agissant du cacao, les marchés ont aussi bien subi l'inflation mondiale, avec la cherté des intrants agricoles, que la baisse de la production également affectée par une surabondance de pluie dans la seconde moitié de l'année. Cette forte humidité dans les régions de production de cacao a été à l'origine de plusieurs infections des plantes telles que la pourriture de fongique qui a détruit les récoltes à grande échelle, notamment en Afrique de l'Ouest. Or cette zone de production concentre plus de la moitié de l'offre mondiale. En outre, avec la hausse récente des taux de fret due aux tensions dans la région de la mer Rouge, le commerce international a été fortement affecté. Ainsi, au quatrième trimestre 2023, les cours du cacao ont fortement augmenté, aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel, respectivement de 13,5% et de 64,1%. En décembre 2023, le prix d'un kilogramme de cacao s'est établi, en moyenne, à 4,21 dollars le kg.

Pour ce qui concerne les cours du café sur les marchés internationaux, il a été relevé une remontée des prix depuis octobre 2023, aussi bien pour le café *Arabica* que pour le café *Robusta*. En variation trimestrielle, les cours ont augmenté de 4,9% pour l'*Arabica* et de 0,2% pour le *Robusta*. Cette tendance serait en lien avec le contexte économique mondial et les soubresauts de la crise au Moyen-Orient qui a fortement affecté le commerce mondial. Par ailleurs, sur la campagne 2022/23, la production de café a presque stagné, avec une faible augmentation de 0,2%, du fait des effets conjugués de la hausse de la production en Amérique (notamment au Brésil) et des replis dans les zones de production d'Afrique, d'Asie & Océanie. Ces dernières ont subi les conséquences des phénomènes climatiques.

Graphique 4 : Evolution des cours moyens trimestriels des cafés *Arabica* et *Robusta* (en \$/Kg)



⁴ ICAC, international cotton advisory committee, [ICAC \(icacdatabook.de.r.appspot.com\)](https://icacdatabook.de.r.appspot.com/).

Source : Banque mondiale, « *Pink Sheet* », **Janvier 2024** ; et Commission de l'UEMOA (Calculs).

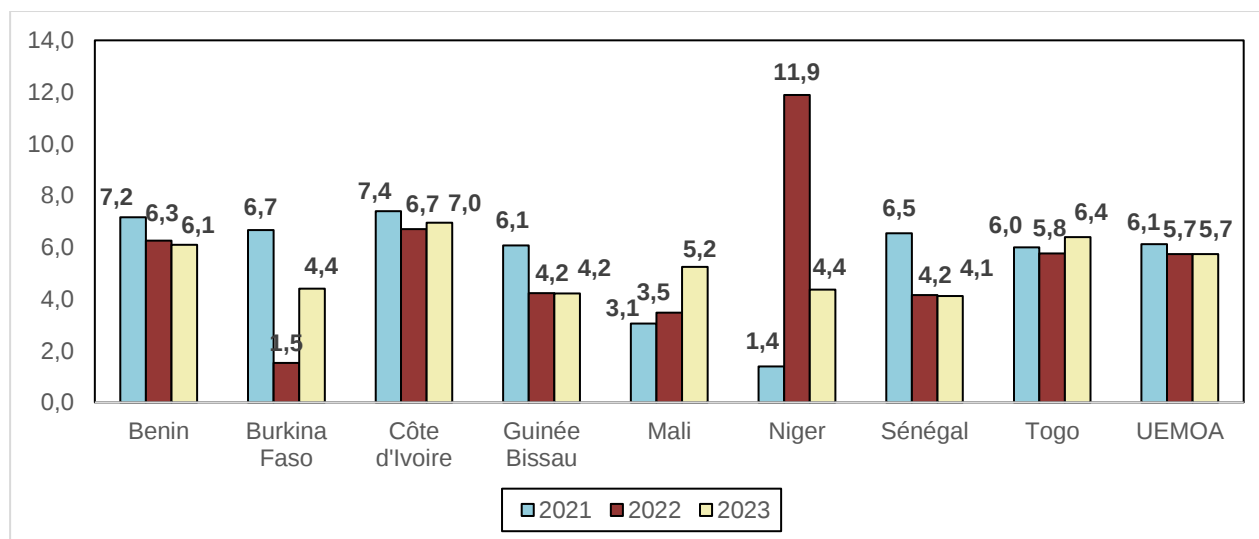
En glissement annuel, le cours de l'*Arabica* a chuté de 10,9%, tandis que celui du *Robusta* a augmenté de plus de 30%. Globalement, sur l'année 2023, les prix du kilogramme se sont établis, en moyenne, à 4,5 dollars pour le café *Arabica* et à 2,6 dollars pour le café *Robusta*. Les prix de l'*Arabica* ont poursuivi leur baisse (-19,4% par rapport à 2022). Cependant, ceux du *Robusta* se maintiennent encore sur une dynamique haussière. Ils ont augmenté de 15,0% par rapport à 2022. Les cours des deux (02) produits restent encore sur un niveau plus élevé d'avant 2020.

2. Conjoncture dans la Zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2023, la croissance économique de l'Union est attendue à 5,7%, comme en 2022, grâce à la poursuite du dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité et à une atténuation de l'impact de la crise ukrainienne. Toutefois, la situation sécuritaire de la sous-région continue de peser globalement sur l'activité économique.

Graphique 5 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Source : Commission UEMOA, Rapport d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2023.

■ Activité agricole⁵

Les statistiques sur les perspectives de production ou estimations de la campagne agricole 2022/2023 semblent contrastées. A l'exception de la Côte d'Ivoire qui a consolidé ses estimations mensuelles sur les douze (12) mois de l'année 2023, les statistiques des pays membres n'ont pas évolué par rapport au trimestre précédent. Ainsi, autant les prévisions de récoltes de produits vivriers sont bonnes, autant les récoltes sur les cultures d'exportation sont décousues et davantage dégradées par les estimations de production ivoiriennes. En effet, sur la base des données disponibles, les cultures vivrières devraient enregistrer un repli de plus de 27,0%, en moyenne, pour cette présente campagne et concernant les récoltes attendues pour les produits d'exportation, la même tendance baissière serait observée, mais elle serait de moindre importance (-9,7%). La consolidation de la production de produits d'exportation en Côte

⁵ Seuls cinq (05) Etats ont fourni les prévisions de la campagne 2022/2023.

d'Ivoire et au Niger a aggravé les résultats obtenus pour l'Union pour cette présente campagne agricole.

En effet, les productions agricoles d'exportation en Côte d'Ivoire ont baissé de 9,9% en 2023 (en tonnage) par rapport à l'année précédente. En effet, à l'exception de l'anacarde et du caoutchouc, la production des autres produits agricoles a baissé, notamment le cacao qui représente plus de 40% des produits agricoles exportés et dont la production a baissé de 18,4% sur la période. La banane, le café, l'huile de palme, le coton en graine et le sucre ont respectivement affiché des baisses de 26,7%, 58,3%, 12,2%, 58,6% et 31,6%.

Au Niger, la production vivrière s'est contractée de 20%, en raison des baisses respectivement enregistrées au niveau des différentes spéculations, notamment le mil (-13,5%), le sorgho (-19,1%) et le fonio (-24,9%). Pour ce qui est de la production d'exportation, en l'absence des données sur le coton, les estimations sur la production arachidière ont été divisées par dix (10) par rapport à la campagne précédente, malgré le fait que la production de pastèque ait doublée sur la même période.

Au Burkina Faso, les récoltes attendues sur les cultures vivrières sont réconfortantes, avec une hausse de la production de 5,3%. Ces bonnes perspectives de récolte seront tirées par la production des tubercules et des céréales, malgré les replis attendus sur le riz et le maïs. Cependant, les estimations pour les cultures d'exportation se sont affaiblies, avec des contractions importantes concernant le coton (-11,9%) et l'arachide (-5,9%). Les cultures d'exportation devraient se replier de 7,9% pour cette présente campagne.

Au Mali, le principal produit d'exportation qu'est le coton devrait se relever, après la baisse enregistrée l'année dernière pour retrouver son niveau d'avant le choc ukrainien. La production de coton est projetée à 690 000⁶ tonnes pour la campagne 2022/2023, contre 389 750 tonnes lors de la campagne précédente. La production vivrière, en revanche, est révisée en baisse de 1,2% par rapport à l'année précédente, plombée par les replis attendus sur des spéculations telles que le maïs (-9,3%) et le sorgho (-3,4%). Les productions de riz et de mil, quant à elles, devraient se conforter, respectivement de 5,0% et de 6,0%.

Concernant la Guinée Bissau, la production agricole en produits vivriers est projetée en hausse de 7,3%. En revanche, les données de production d'anacarde (principal produit d'exportation) ne sont pas disponibles.

Au Sénégal, les perspectives de production de la campagne 2022/2023 font ressortir une hausse de 1,8% de la production des produits du vivrier, tirée essentiellement par la production céréalière. Cependant, la baisse attendue concernant la production de manioc (-0,5%) et de niébé (-36,4%) a amoindri les effets de reprise sur les productions de céréales. Aussi, les productions d'exportation sont attendues en baisse de 9,6%, en

⁶ Une révision à la baisse de 11,5% a été apportée sur les données agricoles du Mali au troisième (3^{ème}) trimestre, comparativement à celles du trimestre précédent. Pour les autres pays, les perspectives de production demeurent inchangées.

particulier la production d'arachide qui est projetée en baisse de 10,5%, consécutivement à la contraction de 6,7% relevée pour l'année 2022.

Pour ce qui est de la production agricole au Togo, les données de la campagne 2022/2023 ont également été révisées, notamment les productions d'exportation. Ces dernières sont inscrites en contraction de 32% par rapport à l'année précédente, contre une première estimation de baisse de 2,4%. Par ailleurs, la production vivrière devrait rester dynamique, avec une performance de récolte projetée à 2,9% par rapport à l'année dernière.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2022/2023

Etats membres	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonnes	%	Quantité (Tonnes)	Variation (%)
Bénin	Nd	nd	nd	nd
Burkina Faso	5 804 926	5,3	1 572 136	-7,9
Côte d'Ivoire	nd	nd	10 044 366	-9,9
Guinée Bissau	533 272	7,3	nd	nd
Mali	9 979 027	-1,2	780 000	77,0
Niger	8 122 425	-20,2	474 454	-46,2
Sénégal	5 179 104	1,8	2 994 124	-9,6
Togo	4 142 676	2,9	94 988	-32,0
UEMOA	nd	nd	nd	nd

Source : INS des Etats membres, mars 2024.

■ Activité industrielle⁷

En Côte d'Ivoire, la production industrielle s'est consolidée de 9,7% au quatrième trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent. Cette dynamique est tirée par les activités extractives, le raffinage de pétrole, la production de produits agroalimentaires, la fabrication de meubles et la production d'électricité. Sur la période, les activités extractives se sont renforcées de 34%, soit une contribution de 1,9% à la performance de l'activité industrielle du trimestre sous revue. L'industrie agroalimentaire qui représente la plus importante activité du secteur industriel a été vigoureuse avec une croissance de 20,5%. Elle a contribué à 5,4 pp à la croissance du secteur industriel. L'activité de raffinage du pétrole et cokéfaction s'est également reconfortée de 8,2%, soit une contribution de 1,4 pp sur la croissance du secteur industriel. La production d'électricité et de gaz a contribué à 2,0 pp à la dynamique du secteur, avec une hausse de son activité de 11,8% en variation trimestrielle.

En revanche, ces bonnes performances ont été amoindries par les contreperformances relevées dans les sous-secteurs du textile et de la fabrication d'articles d'habillement, du travail de caoutchouc, de la fabrication de papiers et cartons, et de l'industrie du tabac. Ces derniers se sont contractés, respectivement de 8,7%, 14,4%, 8,2%, et 23,8%.

⁷ Les statistiques sur l'IHPI ne sont pas disponibles sur la période pour le Mali et le Bénin.

Par rapport au quatrième trimestre 2022, le secteur industriel ivoirien s'est revigoré de 8,2%, tiré essentiellement par les industries de raffinage de pétrole (+18,0%), les activités d'extraction d'hydrocarbure (+46,3%) et la production d'électricité et de gaz (+8,3%). L'industrie agroalimentaire s'est également confortée de 2,3% en glissement annuel. Toutefois, l'industrie ivoirienne montre des faiblesses, notamment dans les secteurs du textile et de l'habillement (-31,9%), de la fabrication de verre, poteries et matériaux pour la construction (-20,5%), de la métallurgie (-15,1%), etc.

En Guinée Bissau, l'activité industrielle est restée dynamique au quatrième trimestre 2023, avec une progression de 3,0% en variation trimestrielle. L'ensemble des secteurs industriels ont connu une croissance positive sur la période. En glissement annuel, la production industrielle bissau-guinéenne s'est améliorée de 10,2%, avec une contribution favorable des industries manufacturières qui ont enregistré un bond de 9,9% au quatrième trimestre 2023. La production d'énergie (eau et électricité), pour sa part, s'est revigorée de 11,4%, en glissement annuel.

Au Niger, l'activité industrielle s'est encore plombée au quatrième trimestre 2023, soit la deuxième fois consécutive. Elle s'est contractée de 10,7% en variation trimestrielle, contre une baisse de 15,3%, en variation trimestrielle, le trimestre précédent. En l'absence de production d'uranium, l'activité minière a baissé de 18,4% sur la période, malgré la bonne tenue de la production d'or (+4,7%) et de charbon carbonisé (+12,4%). Les industries manufacturières se sont également contractées de 3,3%.

En glissement annuel, l'activité s'est, par contre, confortée de 12,3% au quatrième trimestre 2023, tirée par le bond de plus de 84% du sous-secteur manufacturier, malgré la contraction du secteur minier (-17,4%) sur la même période. La contraction du secteur minier s'explique essentiellement par l'arrêt de la production de la Somaïr en septembre 2023, filiale d'ORANO qui exploite la mine d'Arlit dans la production d'uranium au Niger.

Au Sénégal, la production industrielle a repris de bonne manière au quatrième trimestre 2023, après la contraction du trimestre précédent. Elle a enregistré une hausse de 9,4% en variation trimestrielle, favorisée par la bonne tenue des activités extractives (+22,1%) et de la production manufacturière (+6,6%). La production d'énergie (électricité et eau), a enregistré une légère augmentation de 0,8% sur la même période. S'agissant de l'industrie manufacturière, l'activité s'est confortée grâce à la dynamique des sous-secteurs du raffinage de pétrole (+13,1%) et de l'agroalimentaire (+8,9%). Cependant, les industries chimiques et la production métalliques se sont repliées, respectivement de 1,0% et de 17,2% par rapport au trimestre précédent.

En comparaison avec les résultats de l'année passée, l'activité industrielle a été moins reluisante au quatrième trimestre 2023. Elle a enregistré une baisse de 0,6% en glissement annuel, tirée essentiellement par la contraction de l'activité au niveau des industries manufacturières (-5,3%). En effet, sur la même période, les extractives sont restées vigoureuses, avec une croissance de 4,4% et la production d'énergie s'est consolidée de 15,5%.

Au Togo, l'activité industrielle s'est renforcée de 1,9%, au quatrième trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent, après une succession de baisses relevées depuis le quatrième trimestre 2022. Le secteur a profité de la bonne reprise des activités

extractives (+7,3%, contre -7,9% au T3-2023) et de la consolidation des industries manufacturières (+2,2%).

En revanche, la production industrielle togolaise s'est contractée de 0,2% au quatrième trimestre 2023, en glissement annuel. Cette baisse est essentiellement imputable aux sous-secteurs des extractives et de la production d'énergie qui se sont repliés respectivement de 18,1% et de 0,4% sur la période.

■ **Activité dans le commerce et les services⁸**

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁹ a progressé de 1,1%, au quatrième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique, notamment, par les hausses constatées au niveau des branches « *Produits pharmaceutiques et médicaux* » (14,5%), « *Autres appareils électriques et électroniques non ménagers* » (12,4%) et « *Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires* » (28,6%). En glissement annuel, l'indice progresse de 2,5%.

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail¹⁰ s'est amélioré de 3,0% sur la période sous revue en Guinée-Bissau, en lien principalement avec les augmentations enregistrées au niveau des « *Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture* », des « *Equipements de la personne* », « *Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs* » et « *Ameublement, équipements et produits ménagers* ». Comparé à la même période de l'année précédente, l'indice a progressé de 9,5%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce est ressorti en hausse de 14,8% au quatrième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. Cette amélioration est consécutive aux augmentations notamment observées au niveau du chiffre d'affaires des branches « *Commerce de gros* » (+20,4%), « *Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles* » (+12,5%) et « *Commerce de détail* » (+13,0). En glissement annuel, l'indice a progressé de 6,7%.

S'agissant de l'indice du chiffre d'affaires des services, il a augmenté de 2,4% au quatrième trimestre 2023, par rapport au troisième trimestre de l'année. Cette augmentation est consécutive aux hausses notamment observées au niveau du chiffre d'affaires des branches « *Transports ferroviaires* » (+209,0%), « *Transports aérien* » (+102,4%) et « *Restauration et débits de boisson* » (+11,8%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 2,1%.

■ **Créations d'entreprises**

Au quatrième trimestre 2023, un nombre de 7 786 entreprises a été enregistré au Bénin, contre 8 241 pour le troisième trimestre, soit une baisse de 5,5%. Par rapport à la même période de l'année dernière, la création d'entreprise a chuté de 27,9%.

Le nombre d'entreprises enregistrées en Guinée-Bissau, au titre du quatrième trimestre 2023, est de 134, contre 133 pour le troisième trimestre, soit une légère hausse de 0,7%. En glissement annuel, la création d'entreprise est en baisse de 11,7%.

Au Niger, au quatrième trimestre 2023, une baisse de 14,6% a été observée dans l'enregistrement des entreprises, comparativement à un trimestre plus tôt, avec 3 638

⁸ Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services.

⁹ Produit par la BCEAO.

¹⁰ Produit par la BCEAO.

entreprises, contre 4 258 respectivement. Comparativement au quatrième trimestre 2022, la création d'entreprise est en baisse de 13,3%.

Le quatrième trimestre de l'année 2023 a été marqué, au Sénégal, par une baisse de 5,5% des créations d'entreprises individuelles, en comparaison avec le trimestre précédent (19 956 entreprises ont été enregistrées, contre 18 917). Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre d'entreprises créées a légèrement baissé de 0,1%.

Comparé au trimestre précédent, le nombre d'entreprises enregistrées au quatrième trimestre 2023 au Togo est ressorti à 3 419 contre 3 952, soit une baisse de 13,5%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées a progressé de 7,2%.

2.2. Evolution de l'inflation

En variation trimestrielle, les prix à la consommation au sein de l'Union se sont repliés de 0,1% au quatrième trimestre 2023. Cette baisse est essentiellement tirée par le repli des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,9%) et les prix des « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-1,6%). Les autres composantes de l'indice ont évolué à la hausse sur la même période, en particulier, les prix des « logements et produits d'énergie » (+0,6%), et ont amoindri l'évolution baissière de l'indice.

Par rapport au quatrième trimestre 2022, l'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé de 2,3%, avec une contribution positive de toutes ses composantes. En particulier, les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », qui représentent plus de 42% du panier de la ménagère, ont augmenté de 1,8% et contribué à 78% de la hausse en glissement annuel. Les prix des composantes « Transport » et du « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » ont respectivement augmenté de 4,9% et 2,9% par rapport à la même période de l'année précédente.

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2022	2023				Var (%)	
		Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	4T23/ 3T23	4T23/ 4T22
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	132,6	129,8	131,8	136,2	135,1	-0,9	1,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	122,9	125,3	126,2	128,1	126,1	-1,6	2,6
Articles d'habillement et chaussures	703,2	110,1	111,1	111,4	111,4	111,9	0,4	1,6
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	115,3	116,9	117	117,9	118,6	0,6	2,9
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	109,6	111	111,3	111,2	112,2	0,9	2,4
Santé	423,2	107,4	107,8	107,6	108,6	109,2	0,5	1,7
Transport	891,8	110,7	112,6	113,8	115,6	116,1	0,4	4,9
Communication	486,5	97,2	97,2	97,1	96,9	97,2	0,3	0,1
Loisir et culture	253,7	110,3	109,8	110,9	111,8	112,3	0,5	1,8
Enseignement	231,2	109,8	110	110	110,2	111	0,7	1,1
Restaurant et hôtel	638,8	114,8	116,6	118,9	119,4	120	0,5	4,5
Biens et services divers	444,2	111,6	112,5	113,3	113,2	113,9	0,6	2
Total	10000	119,9	119,3	120,5	122,8	122,6	-0,1	2,3

Source : Commission de l'UEMOA.

L'analyse au niveau des Etats membres montre que la baisse trimestrielle du niveau des prix a davantage été tirée par le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso et, dans une moindre mesure, par la Guinée-Bissau. En effet, au Sénégal, les prix ont baissé de 0,8% par rapport au trimestre précédent, soit une contribution de 28% à la baisse des prix dans l'Union. Dans le même temps, le Mali, le Burkina et la Guinée-Bissau ont respectivement enregistré des replis de 0,7%, 0,5% et 0,9% du niveau des prix, en variation trimestrielle, soit des contributions respectives de 10%, 8% et 3% à la baisse des prix relevée au niveau régional. La tendance s'est révélée inverse en Côte d'Ivoire et au Bénin, pays qui ont respectivement affiché des hausses du niveau général des prix (+0,4% et +0,9%, respectivement), atténuant ainsi la tendance générale à la baisse de l'inflation observée au niveau de l'Union. Sur la même période, les prix sont restés stables au Togo et au Niger, par rapport au trimestre précédent.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pond.	2022	2023				Variation (%)	
		Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	4T23/ 3T23	4T23/ 4T22
Bénin	807	110,3	112,1	110,3	109,0	110,0	0,9	-0,3
Burkina Faso	849	125,5	121,5	124,2	126,1	125,5	-0,5	0,0
Côte d'Ivoire	3 797	118,8	119,7	121,1	122,7	123,2	0,4	3,7
Guinée-Bissau	217	122,9	125,1	127,5	128,1	126,9	-0,9	3,3
Mali	740	118,7	117,1	117,4	118,7	117,8	-0,7	-0,8
Niger	603	112,7	113,2	114,3	120,7	120,7	0,0	7,1
Sénégal	1 959	127,7	124,7	125,5	130,5	129,4	-0,8	1,4
Togo	1 029	121,2	123,4	126,6	126,2	126,2	0,0	4,1
UEMOA	10 000	119,9	119,3	120,5	122,8	122,6	-0,1	2,3

Source : Commission de l'UEMOA.

Cependant, en glissement annuel, le niveau des prix a augmenté dans la plupart des pays de l'Union, à l'exception du Bénin et du Mali. L'inflation s'est repliée dans ces deux derniers, respectivement de 0,3% et de 0,8% par rapport au T4-2022.

Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	3,8	-0,8	0,2	1,2	-2,1	-2,9	-3,0	2,6	-0,9
Indice Energie	0,4	0,2	0,4	2,4	-0,2	1,9	0,4	0,3	0,5
Taux d'inflation sous-jacente	0,2	0,0	0,3	-0,2	0,2	0,4	0,1	0,0	0,2
Produits locaux	1,5	-0,5	0,3	0,4	-0,9	-1,2	-1,1	0,7	-0,2
Produits importés	0,1	0,2	0,1	-0,2	0,1	-0,5	-0,1	0,2	-0,1
Produits du secteur primaire	4,4	-0,5	0,3	1,3	-1,8	-2,2	-1,8	2,4	-0,8
Produits du secteur secondaire	0,7	-0,1	0,2	0,0	0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,1
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,2	0,2	0,0	-0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Biens non durables	2,0	-0,4	0,2	0,4	-1,0	3,0	-1,4	0,9	0,2
Biens semi durables	0,6	0,0	0,5	0,9	0,2	-2,7	0,1	0,1	-0,1
Biens durables	0,0	0,0	0,1	0,0	-1,0	-7,8	0,1	0,1	-3,1

Source : Commission de l'UEMOA.

La hausse des prix au niveau régional est essentiellement imputable à l'évolution des prix en Côte d'Ivoire qui a augmenté de 3,7% en glissement annuel, au quatrième trimestre 2023. Au Niger et au Togo, les prix ont également bondi de 7,1% et de 4,1% sur la même période.

Au niveau de l'Union, les prix de l'énergie ont augmenté de 0,5% au quatrième trimestre 2023, comparativement au trimestre précédent. A l'exception du Mali, tous les autres pays ont constaté une augmentation des prix des produits d'énergie. En revanche, les prix des produits frais ont baissé de 0,9%, en variation trimestrielle, essentiellement en raison de la baisse des prix de ces produits au Sénégal (-3,0%), au Niger (-2,9%), au Burkina Faso (-0,8%) et au Mali (-2,1%). Ainsi, au quatrième trimestre 2023, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressorti à 0,2% au niveau de l'Union, en variation trimestrielle.

Globalement, sur l'année 2023, le taux d'inflation mesuré par l'IHPC et , est ressorti, en moyenne annuelle, à 3,7%, soit une baisse de moitié de son rythme de progression en 2023. L'inflation reste encore au-dessus de son niveau d'avant 2020.

2.3. Secteur extérieur

Au quatrième trimestre 2023, les échanges commerciaux de l'Union¹¹ avec l'extérieur ont été caractérisés, comparativement au trimestre précédent de l'année, par une hausse des exportations et des importations, respectivement de 23,2% et 0,9%. Par rapport à la même période de l'année 2022, les exportations de l'Union ont augmenté de 17,3%, alors que les importations ont chuté de 14,5%. En cumul pour l'année 2023, les exportations de l'Union ont progressé de 10,9%, tandis que les importations ont reculé de 0,6% par rapport à 2022.

■ Exportations

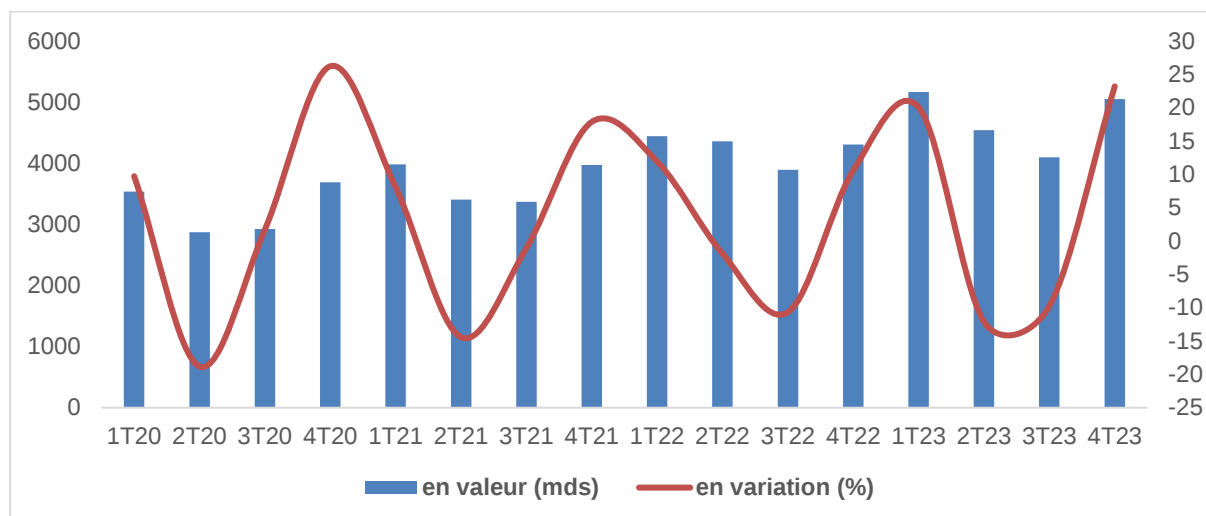
Les exportations de l'Union ont augmenté de 948,9 mds (+23,2%) au quatrième trimestre 2023, par rapport au troisième trimestre de l'année. Cette augmentation résulte principalement des hausses des ventes à l'extérieur enregistrées au Burkina Faso (+12,0%), en Côte d'Ivoire (+31,2%) et au Togo (+33,3%), lesquelles ont été atténuées par les baisses observées au Niger (-25,1%) et au Sénégal (-0,9%).

La chute des exportations du Niger résulte des sanctions économiques prises par les institutions internationales à son encontre depuis le 30 juillet 2023, notamment la fermeture des frontières avec le Bénin qui est son principal corridor portuaire. Ainsi, les ventes à l'extérieur des produits des « Mines » ont chuté de 41,8%, une évolution spécifiquement liée à l'uranium (-40,2%) car l'or n'a pas enregistré d'exportation au cours de la période sous revue, comme au trimestre précédent. En ce qui concerne les exportations des « Produits agricoles » et « Autres produits », elles ont respectivement

¹¹ Hors Bénin, Guinée-Bissau et Mali. Comme indiqué plus haut, les données des échanges extérieurs du Bénin, de la Guinée Bissau et du Mali au 4ème trimestre 2023 n'ont pas été disponibles lors de l'élaboration de la note. En conséquence, Dans la toute la présente note, les informations concernant la situation régionale du commerce extérieur porteront sur les statistiques agrégées pour les cinq (05) autres Etats membres de l'Union.

fléchi de 70,1% et 62,2%. En revanche, les ventes des « *Hydrocarbures* », 18,3% et celles des « *Animaux vivants* » ont presque été décuplées.

Graphique 6 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union



Source : Calculs de la Commission UEMOA (DPEE/DPE) à partir des données transmises par les correspondants nationaux des Etats.

En glissement annuel, c'est-à-dire comparativement au même trimestre de 2022, les exportations de l'Union, au quatrième trimestre 2023, se sont inscrites en hausse de 278,5 mds (+6,2%), en lien avec les augmentations enregistrées au Burkina Faso (+89,5 mds, +17,2%), en Côte d'Ivoire (+234,0 mds, +9,7%), en Guinée Bissau (+30,8 mds, +61,6%), au Mali (+59,9 mds, +11,2%), et au Togo (+51,4 mds, +36,5%), lesquelles ont été atténuées par les baisses observées au Niger (-20,3 mds, +34,4%) et au Sénégal (-166,8 mds, -21,9%).

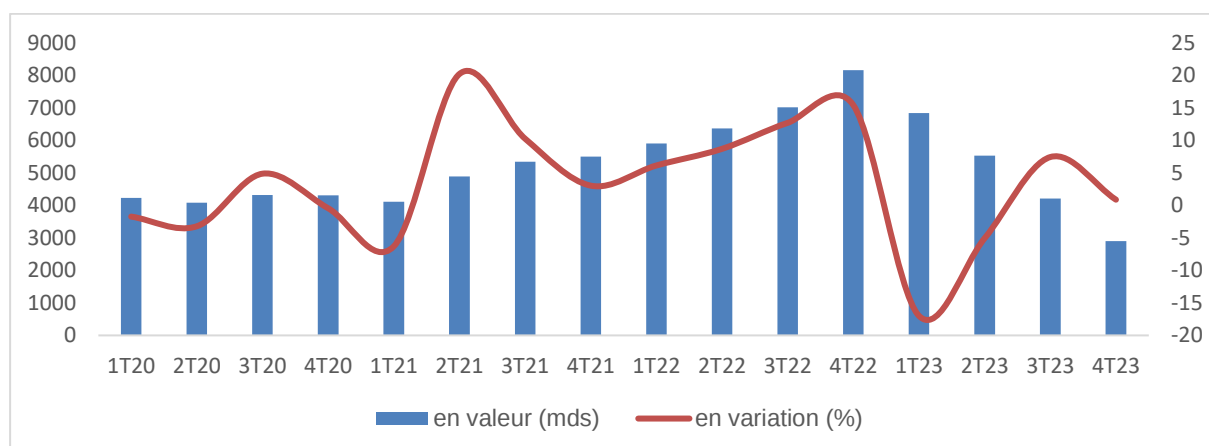
Le cumul des exportations de 2023 de l'Union s'élève ainsi à 18 844,6 mds, contre 16 992,7 mds pour l'année 2022, soit une hausse de 10,9%.

■ Importations

Les importations de l'Union ont légèrement augmenté de 57,4 mds (+0,9%) au quatrième trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent, résultant des hausses enregistrées dans tous les Etats membres, à l'exception du Niger pour lequel elles ont chuté de 70,0%. Le Burkina Faso (+10,8%) est le pays ayant enregistré la plus forte hausse en valeur relative, suivi respectivement du Sénégal (+10,5%), de la Côte d'Ivoire (+5,3%) et du Togo (+0,7%).

La baisse des importations au Niger provient de la chute enregistrée au niveau de l'achat de tous les principaux produits à l'exception des « *produits alimentaires* » (+68,5%), à savoir notamment les « *produits pétroliers* » (-28,4%), les « *biens d'équipement* » (-89,2%) et les « *autres produits* » (-40,1%).

Graphique 7 : Evolution trimestrielle des importations en valeur de l'Union



Source : Calculs de la Commission UEMOA (DPEE/DPE) à partir des données transmises par les correspondants nationaux des Etats.

En glissement annuel, au quatrième trimestre 2023, les importations de l'Union se sont révélées en baisse de 1 099,0 mds (-14,5%), cette baisse résultant de leur chute dans tous les Etats membres à l'exception du Burkina Faso (+1,3%), à savoir la Côte d'Ivoire (-5,4%), le Niger (-82,0%), le Sénégal (-8,0%) et le Togo (-11,7%).

En cumul sur l'année 2023, les importations de l'Union s'élèvent à 25 122,7 mds, contre 25 282,0 mds pour la même période de l'année 2022, soit une baisse de 0,8%.

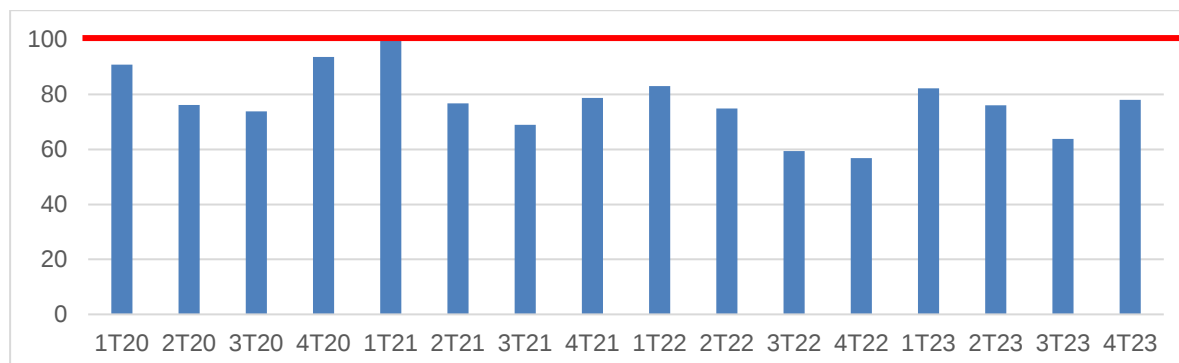
■ Taux de couverture

Au quatrième trimestre 2023, seules les exportations de la Côte d'Ivoire ont couvert les importations du pays. Le taux de couverture des importations par les exportations de l'Union a été de 78,0%, soit une hausse de 14,1 points de pourcentage (pp) par rapport au trimestre précédent.

Par Etat membre, le taux de couverture au troisième trimestre 2023 se présente comme suit : Burkina Faso (+72,8%), Côte d'Ivoire (+111,8%), Niger (+18,3%), Sénégal (+32,8%) et Togo (+57,2%).

En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union a augmenté de 21,1 pp, résultant des hausses enregistrées en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo, lesquelles ont atténuées par les baisses observées au Burkina Faso et au Sénégal.

Graphique 8 : Evolution du taux de couverture des importations par les exportations de l'Union (en %)

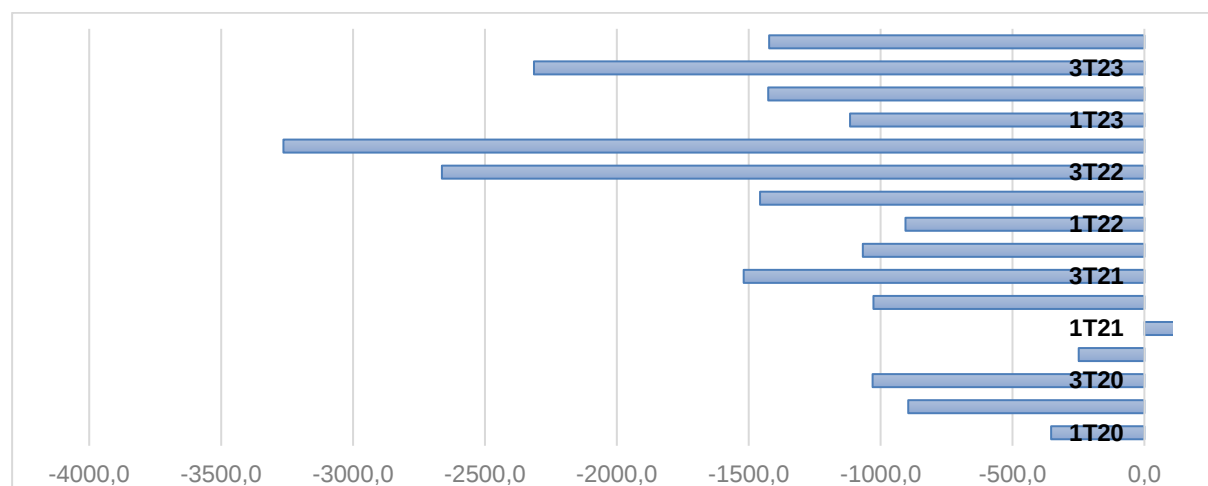


Source : Calculs de la Commission UEMOA (DPEE/DPE) à partir des données transmises par les correspondants nationaux des Etats.

■ Solde commercial

Le déficit commercial de l'Union (hors Bénin, Guinée Bissau et Mali), au quatrième trimestre 2023, s'est résorbé de 891,5 mds, par rapport au trimestre précédent, en se situant à 1422,4 mds. La Côte d'Ivoire est le seul pays dont le solde commercial a été excédentaire avec un niveau de 367,4 mds après un déficit de 299,9 mds. En outre, le solde commercial pour le trimestre sous revue s'est également résorbé au Niger (+358,1 mds) et au Togo (+61,2 mds). En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union (hors Bénin, Guinée Bissau et Mali) s'est réduit de 1841,4 mds.

Graphique 9 : Evolution trimestrielle du solde commercial de l'Union (en mds FCFA)

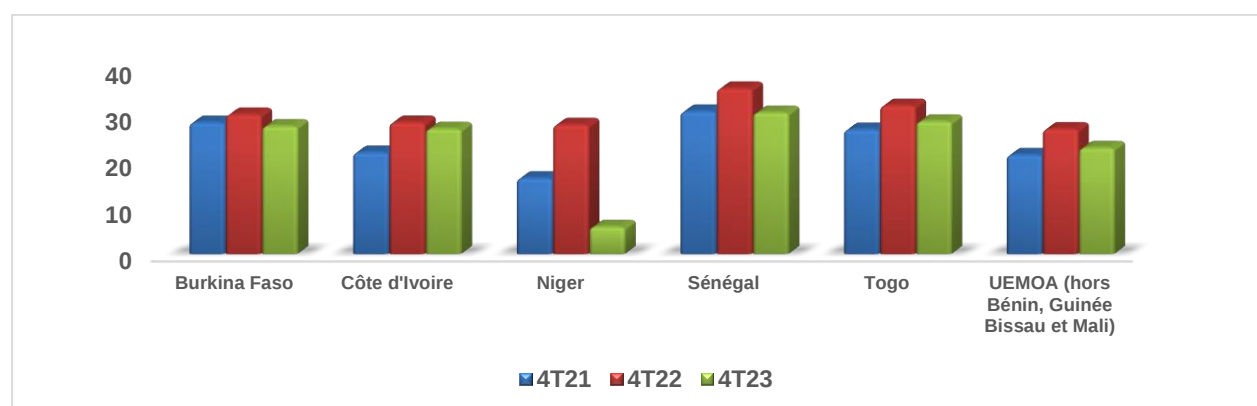


Source : Calculs de la Commission UEMOA (DPEE/DPE) à partir des données transmises par les correspondants nationaux des Etats.

■ Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le quatrième trimestre 2023 est caractérisé par une légère hausse du taux de pénétration de l'Union (hors Bénin, Guinée Bissau et Mali) comparativement à son niveau du trimestre précédent (+22,7% soit +1,1 pp). Par rapport au même trimestre de 2022, le taux de pénétration de l'Union (hors Bénin, Guinée Bissau et Mali) baisse de 4,0 pp au trimestre sous revue.

Graphique 10 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la Commission UEMOA (DPEE/DPE) à partir des données transmises par les correspondants nationaux des Etats.

2.4. Finances publiques

■ Recettes

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2023, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union¹² indiquent que les recettes budgétaires totales s'y sont établies à 4 639,0 mds, contre 4 032,9 mds au même trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond à une augmentation de 606,1 mds, en termes absolus, et à une progression relative de 15,0% en glissement annuel.

Tableau 6 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	469,7	689,3	2105,4	33,2	-	188,1	1153,3	-
	397,4	690,0	1648,4	25,5	719,1	239,4	1032,1	195,8
	18,2%	-0,1%	27,7%	29,9%	-	-21,4%	11,7%	-
Recettes Fiscales	419,2	607,0	1595,4	27,6	-	165,3	1009,8	-
	405,9	574,9	1230,8	23,3	513,0	226,5	871,1	175,0
	3,3%	5,6%	29,6%	18,7%	-	-27,0%	15,9%	-
Recettes non fiscales	50,5	73,2	251,2	5,5	-	15,7	143,5	-
	37,2	58,3	232,6	2,3	12,3	8,3	161,0	20,0
	35,7%	25,5%	8,0%	145,4%	-	88,5%	-10,9%	-
Dépenses Totales	486,0	1068,8	3091,0	58,8	-	294,5	1139,4	-
	562,5	1364,9	3647,4	47,3	954,6	775,1	1121,4	390,0
	-13,6%	-21,7%	-15,3%	24,2%	-	-62,0%	1,6%	-
Dépenses Courantes	259,1	553,7	1344,9	42,3	-	210,4	934,4	-
	295,9	749,0	1576,2	41,6	221,6	250,9	1020,2	195,2
	-12,4%	-26,1%	-14,7%	1,8%	-	-16,1%	-8,4%	-
Dépenses en Capital	226,9	515,2	1274,3	14,7	-	64,6	205,0	-
	266,6	615,9	1548,5	4,3	177,1	450,8	101,3	194,9
	-14,9%	-16,4%	-17,7%	240,2%	-	-85,7%	102,4%	-
Solde	-16,4	-379,5	-985,6	-25,6	-	-106,4	13,9	-
Global	-165,1	-674,9	-1999,0	-21,8	-	-535,7	-89,4	-194,2
	-90,1%	-43,8%	-50,7%	17,5%	-	-80,1%	-115,5%	-

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA.

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du 4^{ème} trimestre 2023, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du 4^{ème} trimestre 2022. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort des données conjoncturelles du quatrième trimestre 2023 que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales en Côte d'Ivoire (+457,0 mds, soit +27,7%), au Sénégal (+121,2 mds, soit +11,7%), et, dans une moindre mesure, au Bénin (+72,3 mds, soit +18,2%) et en

¹² Hors Mali et Togo. Les données conjoncturelles du quatrième (4^{ème}) trimestre pour ces deux Etats membres n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de la présente note. Dans la suite de la note, les informations concernant la situation des finances publiques de l'Union porteront sur les statistiques agrégées pour les six (06) autres Etats membres.

Guinée-Bissau (+7,6 mds, soit +29,9%). Sur la même période, les recettes budgétaires totales ont, en revanche, évolué à la baisse au Niger (-51,3 mds, soit -21,4%) et au Burkina Faso (-0,7 mds, soit -0,1%).

Concernant les principales composantes des recettes, les données du quatrième trimestre 2023 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union résulte de la dynamique de toutes ses composantes. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont affichées en hausse de 491,9 mds (+14,8%), par rapport au quatrième trimestre de l'année 2022. Cette évolution des recettes fiscales, au niveau régional s'explique par la progression de ces recettes en Côte d'Ivoire (+364,6 mds, soit +29,6%), au Sénégal (+138,7 mds, soit +15,9%), au Burkina Faso (+32,1 mds, soit +5,6%), au Bénin (+13,3 mds, soit +3,3%) et en Guinée Bissau (+4,4 mds, soit 18,7%). Sur la période, seul le Niger (-61,2 mds, soit -27,0%) a enregistré une diminution de ses recettes fiscales. Quant aux recettes non fiscales l'Union, elles sont ressorties en hausse de 39,9 mds (+8,0%) en glissement annuel. Cette progression a essentiellement été impulsée par la hausse de ces recettes en Côte d'Ivoire (+18,5 mds, soit +8,0%), au Burkina Faso (+14,9 mds, soit +25,5%), au Bénin (+7,4 mds, soit +88,5%), au Niger (+7,4 mds, soit +88,5%) et en Guinée Bissau (+13,3 mds, soit +35,7%). Dans le même temps, les recettes non fiscales se sont affichées en baisse seulement au Sénégal (-17,5 mds, soit -10,9%).

■ Dépenses

Au quatrième trimestre 2023, les dépenses publiques totales de l'Union, se sont inscrites en baisse de 1 380,2 mds, soit une diminution de 18,4% en termes relatifs, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2022. Cette baisse des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les baisses relativement importantes, respectivement relevées en Côte d'Ivoire (-556,4 mds, soit -15,3%), au Niger (-480,6 mds, soit -62,0%), au Burkina Faso (-296,1 mds, soit -21,7 %) et au Bénin (-76,5 mds, soit -13,6 %). Sur la période, seuls le Sénégal (+17,9 mds, soit 1,6%) et la Guinée-Bissau (+11,4 mds, soit +24,20 %) ont enregistré des augmentations de leurs dépenses.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques totales de l'Union selon leurs principales composantes permet de constater que la baisse des dépenses publiques observée au niveau régional est due, aussi bien à la baisse des dépenses en capital qu'à celle des dépenses courantes de l'Union. Concernant les dépenses courantes de l'Union, elles sont ressorties en baisse de 588,9 mds (-15,0%), par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Cette baisse des dépenses courantes s'explique principalement par l'évolution desdites dépenses courantes en Côte d'Ivoire (-231,3 mds, soit -14,7%), au Burkina Faso (-195,4 mds, soit -26,1%), au Sénégal (-85,8 mds, soit -8,4%), au Niger (-40,5 mds, soit -16,1%) et au Bénin (-36,8 mds, soit -12,4%). Sur la période, seule la Guinée Bissau (+0,8 mds, soit +1,8%) a enregistré une hausse de ses dépenses courantes. S'agissant des dépenses en capital, elles sont ressorties globalement en baisse de 686,7 mds, soit une baisse relative d'environ -23,0%, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2022. Cette évolution des dépenses d'investissement au niveau de la région, s'explique notamment par la baisse constatée au Niger (-386,2 mds, soit -85,7%), en Côte d'Ivoire (-274,2 mds, soit -17,7%), au Burkina Faso (-100,7 mds, soit -16,4%) et au Bénin (-39,7 mds, soit -14,9%). Sur la

période, le Sénégal (+103,7 mds, soit +102,4%) et la Guinée Bissau (+10,4 mds, soit +240,2%) ont enregistré des baisses de leurs dépenses d'investissement.

■ ***Solde budgétaire***

Au terme du quatrième trimestre 2023, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union, s'est améliorée de 1 986,3 mds, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2022, pour se situer à -1 499,6 mds. Cette amélioration du déficit budgétaire de l'Union est en relation avec la suppression ou l'assouplissement des mesures prises pour lutter contre la crise sanitaire liée à la Covid-19, les conséquences de la crise russo-ukrainienne ainsi que de la mise en œuvre des mesures contenues dans les plans de riposte des Etats membres de l'Union.

La baisse observée concernant le déficit (-1 986,3 mds) a été induite principalement par la hausse des dépenses totales. Cette dégradation du déficit budgétaire résulte essentiellement du niveau élevé de l'amélioration de 1 013,4 mds de la position budgétaire en Côte d'Ivoire. Sur la même période, des améliorations ont été relevées dans les autres Etats membres de l'Union, c'est-à-dire au Niger, au Burkina Faso, au Bénin et au Sénégal où les déficits budgétaires ont respectivement baissé de 429,3 mds, 295,3 mds, 148,7 mds et 103,3 mds, par rapport à la situation du quatrième trimestre 2022 pour se situer à -106,4 mds, -379,5 mds, -16,4 mds et 13,9 mds au quatrième trimestre 2023. En revanche, le solde budgétaire de la Guinée Bissau s'est dégradé de 3,8 mds en glissement annuel, pour se situer à -25,6 mds au quatrième trimestre 2023.

2.5. Situation monétaire

■ ***Masse monétaire***

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2023, la masse monétaire de l'Union est ressortie en hausse de 1 300,0 mds, en termes absolus, correspondant, en variation trimestrielle, à une progression de 3,0%, en termes relatifs. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans tous les Etats membres de l'Union. En effet, par rapport au troisième trimestre 2023, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+856,0 mds, soit +5,2%), au Sénégal (+473,1 mds, soit +5,1%), au Mali (+203,0 mds, soit +4,5%), au Togo (+44,9 mds, soit +1,6%) et au Bénin (+6,8 mds, soit +0,3%). Cependant, elle sont ressorties en baisse au Burkina Faso (-227,3 mds, soit -3,9%), au Niger (-44,4 mds, soit -2,3%) et en Guinée Bissau (-12,1 mds, soit -2,4%).

■ ***Actifs extérieurs nets***

Concernant les actifs extérieurs nets de l'Union, l'analyse des données du quatrième trimestre de l'année 2023 indique une évolution à la baisse d'un montant de 1 224,2 mds (soit -11,1%), par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette diminution des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les baisses enregistrées dans les actifs extérieurs nets de tous les Etats membres de l'Union, notamment au Burkina Faso (-274,5 mds, soit -14,4%) et au Mali (-262,7 mds, soit -121,2%).

Tableau 7 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2583,6	5552,0	17440,1	494,1	4729,1	1855,9	9827,6	2781,5
	<i>2576,8</i>	<i>5779,3</i>	<i>16584,1</i>	<i>506,2</i>	<i>4526,1</i>	<i>1900,3</i>	<i>9354,5</i>	<i>2736,6</i>
	0,3%	-3,9%	5,2%	-2,4%	4,5%	-2,3%	5,1%	1,6%
Actifs Extérieurs Nets	1729,8	1626,3	2634,3	243,1	-46,0	410,0	2041,3	1130,1
	<i>1879,3</i>	<i>1900,8</i>	<i>2862,8</i>	<i>272,2</i>	<i>216,7</i>	<i>425,3</i>	<i>2266,4</i>	<i>1169,7</i>
	-8,0%	-14,4%	-8,0%	-10,7%	-	-3,6%	-9,9%	-3,4%
BCEAO	-563,6	-372,5	1641,9	150,2	-309,9	85,1	1038,0	-259,1
	<i>-459,0</i>	<i>-377,7</i>	<i>1401,6</i>	<i>163,7</i>	<i>-227,5</i>	<i>114,1</i>	<i>1160,2</i>	<i>-209,0</i>
	22,8%	-1,4%	17,1%	-8,3%	36,2%	-25,4%	-10,5%	23,9%
Banques Commerciales	2293,4	1998,8	992,4	92,9	263,9	324,9	1003,3	1389,2
	<i>2338,3</i>	<i>2278,5</i>	<i>1461,2</i>	<i>108,5</i>	<i>444,3</i>	<i>311,2</i>	<i>1106,2</i>	<i>1378,7</i>
	-1,9%	-12,3%	-32,1%	-14,3%	-40,6%	4,4%	-9,3%	0,8%
Créances sur les autres secteurs	2551,7	4321,2	11405,7	189,8	3781,8	1258,2	6403,5	1738,7
	<i>2462,0</i>	<i>4345,0</i>	<i>10718,4</i>	<i>201,1</i>	<i>3812,8</i>	<i>1329,3</i>	<i>6351,9</i>	<i>1742,5</i>
	3,6%	-0,5%	6,4%	-5,6%	-0,8%	-5,4%	0,8%	-0,2%
Créances nettes sur l'administration centrale	-24,0	443,5	6261,9	125,4	1808,8	484,2	3418,5	215,8
	<i>-65,2</i>	<i>341,4</i>	<i>5926,7</i>	<i>89,8</i>	<i>1488,3</i>	<i>483,7</i>	<i>2669,8</i>	<i>129,2</i>
	-63,2%	29,9%	5,7%	39,6%	21,5%	0,1%	28,0%	67,1%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2023, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2023. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO.

■ Créances sur les autres secteurs

Sur le quatrième trimestre de l'année 2023, les créances sur les autres secteurs se sont affichées en hausse de 687,8 mds, au niveau régional, soit une augmentation de 2,2%, par rapport au trimestre précédent. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment, en Côte d'Ivoire (+687,3 mds, soit +6,4%), au Bénin (+89,7 mds, soit +3,6%), au Sénégal (+51,6 mds, soit +0,8%) et en Guinée-Bissau (+2,7 mds, soit +1,4%). Cependant, les créances sur les autres administrations sont ressorties en baisse au Niger (-71,2 mds, soit -5,4%), au Mali (-31,0 mds, soit -0,8%), au Burkina Faso (-23,7 mds, soit -0,5%) et au Togo (-3,7 mds, soit -0,2%).

■ Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2023, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 12 734,1 mds, contre 11 063,6 mds au trimestre précédent, soit une hausse absolue de 1 670,5 mds, correspondant à une détérioration relative de 15,1% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire. Du point de vue des Etats membres, cette détérioration de ladite position résulte des augmentations des créances

sur les administrations centrales relevées dans tous les Etats membres de l'Union, notamment, au Sénégal (+748,6 mds, soit +28,0%), en Côte d'Ivoire (+335,2 mds, soit +5,7%), au Mali (+320,6 mds, soit 21,5%) et au Burkina Faso (+102,1 mds, soit 29,9%).

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Octobre 2023 - Le taux d'inflation annuel de la zone euro a chuté, à 2,9% sur un an en octobre 2023, atteignant son niveau le plus bas depuis plus de deux ans, après s'être établi à 4,3% en septembre 2023 et 5,2% en août 2023. Ce recul de l'inflation en zone euro est certes encourageant, mais ne saurait durer en raison de l'incertitude sur l'évolution future des prix de l'énergie. En Russie, l'inflation est restée persistante, malgré les précédentes hausses du taux directeur effectuées et l'affaiblissement du rouble. Ce taux est passé de 13% à 15% en octobre 2023. L'inflation a ralenti en octobre aux États-Unis à 3,2% sur un an, contre 3,7% en septembre 2023. Un recul notamment lié à la baisse des prix de l'essence à la pompe.

Source : www.latribune.fr

Octobre 2023 - La Chine a officiellement délivré la première certification au monde pour un taxi volant autonome électrique. Elle a été accordée à un aéronef de la start-up chinoise EHang, un des leaders mondiaux du secteur en plein boom de la mobilité aérienne urbaine.

Source : www.latribune.fr

Novembre 2023 – Après avoir atteint plus de 10% en octobre 2022, l'inflation poursuit son ralentissement dans la zone euro et se situe à 2,4% sur un an en novembre 2023. Un chiffre moins élevé que celui attendu par les analystes et qui pourrait influencer sur les décisions de la BCE quant à une possible baisse de ses taux. Aux Etats-Unis, l'inflation a ralenti en novembre pour se situer à 3,2% en lien avec la hausse des taux d'intérêt démarrée au printemps 2022. Malgré la chute de l'inflation, les responsables de la Fed et de la BCE prévoient maintenir une politique monétaire restrictive pour un certain temps afin de s'assurer que l'inflation se rapproche de sa cible de 2%.

Source : www.latribune.fr

Décembre 2023 - L'Union européenne et la zone euro ont évité la récession sur l'ensemble de l'année 2023. Selon les prévisions de la Commission européenne, le PIB devrait légèrement augmenter de 0,6% en 2023, à la fois dans l'Union européenne et dans les pays de la zone euro. Toutefois, cette évolution ne reflète pas la situation de la zone euro qui est au bord de la récession. Aux États-Unis l'activité économique reste solide avec un taux de croissance de 2,1% à fin 2023, malgré l'impact négatif des taux d'intérêt élevés.

Source : www.latribune.fr

Décembre 2023 - Dans la zone euro, l'inflation a ralenti à 2,4% sur un an, en novembre 2023, soit une forte baisse par rapport aux mois précédents. Une dynamique encourageante puisqu'elle se rapproche de l'objectif de 2% de la BCE qui pourrait bien être amenée à baisser ses taux directeurs en 2024. Aux Etats-Unis, sur la même période, l'inflation a atteint 2,6%, son plus bas niveau depuis trois ans.

Source : www.latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Octobre 2023 - Bénin – L'édition 2023 du rapport d'impact présenté en octobre 2023 propose une mise à jour des principales réalisations, des bénéficiaires finaux des projets et des programmes et dépenses éligibles financés par les fonds de l'Eurobond ODD du Bénin.

Octobre 2023- Bénin- Une équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par M. Constant Lonkeng, a séjourné à Cotonou du 17 au 26 octobre 2023, pour tenir des discussions portant sur la troisième revue du programme du Bénin que le FMI appuie au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et sur un nouveau programme au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Au terme de la mission, les autorités béninoises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord pour un nouveau programme au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) et à la conclusion de la troisième revue du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Octobre 2023- Bénin L'agence de notation S&P rehausse la perspective du Bénin de « Stable » à « Positive » et maintient sa notation à « B+ ».

Source : <https://finances.bj/category/non-classifiee/>
<https://www.imf.org/fr/News/SearchNews?Country=B%C3%A9nin#sort=%40imfdate%20descending>

Octobre 2023 - Côte d'Ivoire | Mission de Revue du Programme Economique - Le FMI apporte son soutien au Programme économique du Gouvernement : Le Premier Ministre Patrick Achi a reçu, ce mardi 3 octobre 2023, la délégation de la mission du Fonds monétaire international (FMI) qui a séjourné à Abidjan, dans le cadre de la première revue du Programme Économique et Financier. La délégation conduite par Olaf Unteroberdoester, chef de mission du FMI pour la Côte d'Ivoire, est venue faire au Premier Ministre le point de la revue qui a été menée du 19 septembre au 2 octobre, autour du nouveau programme économique du Gouvernement ivoirien. Celui-ci a pour objectif, notamment, le maintien de la stabilité des finances et de la dette à travers la poursuite des réformes budgétaires d'ici 2025, la lutte contre la pauvreté à travers la création d'emploi, l'approfondissement de l'inclusion financière et l'amélioration de la résilience au changement climatique.

Source : https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=15781&d=4

Octobre 2023- Togo (Togo First) - Au Togo, les petites et moyennes entreprises (PME) vont bénéficier d'un appui supplémentaire de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour soutenir leur développement. Le gouvernement a en effet conclu jeudi 3 octobre, une convention d'une valeur de 10 milliards de FCFA avec la Banque de développement, en marge de la rencontre internationale Africa SME Champions Forum de Lomé, destinée au soutien aux PME.

Source : www.togofirst.com

Novembre 2023 - Togo (Togo Officiel) - Bonne nouvelle pour les petites et moyennes entreprises (PME) africaines. Ecobank et l'African Guarantee Fund (AGF) ont conclu jeudi 16 novembre à Lomé, un accord de partage de risques d'un montant de 200 millions \$, destiné à stimuler la croissance économique et à soutenir les entreprises sur le continent.

Source : www.republiquetogolaise.com

Décembre 2023 - Côte d'Ivoire | Transformation économique de la Côte d'Ivoire - Le Gouvernement ivoirien et le Groupe de la Banque mondiale lancent le cadre de partenariat 2023-2027 : Pour soutenir la dynamique de croissance et conduire la Côte

d'Ivoire vers un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, un Cadre de Partenariat Pays 2023-2027 a été lancé, le mercredi 13 décembre, à Abidjan, sous la co-présidence des ministres Nialé Kaba et Adama Coulibaly, respectivement en charge de l'Economie, du Plan et du Développement et, des Finances et du Budget. Le dynamisme de la coopération avec la Banque mondiale s'est matérialisé par la diversification et l'accroissement du volume du portefeuille qui est composé à ce jour de 33 projets actifs d'un montant total de près de 6 milliards de dollars US. Ces projets sont alignés sur les priorités nationales de développement, et leur mise en œuvre devrait contribuer au renforcement de la dynamique de croissance et l'amélioration du bien-être des populations.

Source : <https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=16119&d=4>

Décembre 2023 - Côte d'Ivoire | Secteur de l'électricité : Le Gouvernement décide d'un ajustement du tarif de l'électricité de 10% à compter du 1^{er} janvier 2024 : Le gouvernement a décidé d'un ajustement tarifaire de l'électricité de 10% à compter du 1^{er} janvier 2024. L'information a été rendue publique par le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa Coulibaly, au cours d'une conférence de presse tenue le 26 décembre 2023 à Abidjan.

Source : <https://www.gouv.ci/actualite-article.php?recordID=16184&d=4>

Décembre 2023 - Togo - Le Togo va obtenir du Fonds monétaire international (FMI), un nouvel appui financier à hauteur de 390 millions de dollars (environ 237 milliards de F CFA) sur une période de trois ans et demi (42 mois) dans le cadre d'une nouvelle Facilité élargie de crédit (FEC).

Source : www.togofirst.com

Conclusion

L'activité économique régionale au quatrième trimestre reste marquée par la poursuite du dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité et une atténuation de l'impact de la crise ukrainienne. Toutefois, cette performance est affectée par la situation sécuritaire de la sous-région.

En conséquence, le taux de croissance de l'Union ressortirait à 5,7% en 2023 en lien avec la croissance dans chacun des Etats membres. Toutefois, le taux d'inflation pour l'ensemble de l'union reste encore au-dessus de son niveau de 2020.

Il est à noter une amélioration de la position budgétaire globale de l'Union en relation avec la suppression ou l'assouplissement des mesures prises pour lutter contre la crise sanitaire liée à la Covid-19, l'atténuation des conséquences de la crise russo-ukrainienne ainsi que de la mise en œuvre des mesures contenues dans les plans de riposte des Etats membres de l'Union.

La croissance de l'Union devrait ainsi s'améliorer en 2024, en lien avec le redressement de l'activité au niveau mondial, la baisse de l'inflation et l'assouplissement progressif des politiques économiques attendus.

ANNEXES

Evolution des exportations (en mds)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23	4T23
Bénin	141,0	159,9	144,8	120,1	176,7	185,5	117,8	80,0	177,9	167,0	151,4	nd
Burkina Faso	751,1	708,5	617,7	728,8	791,4	780,8	521,3	748,4	693,8	686,8	624,4	699,6
Côte d'Ivoire	2 399,0	1 857,7	1 945,6	2 311,5	2 676,1	2 644,9	2 408,1	2 523,8	3 311,5	2 867,3	2 645,7	3 470,5
Guinée Bissau	2,1	33,5	62,3	21,2	33,5	51,1	50,0	23,0	0,0	0,0	80,8	nd
Mali	604,7	555,1	583,1	570,4	437,0	487,3	536,0	695,2	550,8	553,0	595,9	nd
Niger	64,7	97,7	71,5	95,9	93,6	57,6	58,9	108,3	128,9	87,0	38,6	28,9
Sénégal	644,5	593,9	587,3	671,9	727,1	744,6	761,9	743,8	818,8	685,4	595,0	589,6
Togo	119,9	147,0	146,6	161,6	153,7	129,1	140,9	178,3	211,8	212,3	192,3	256,4

Source : Correspondants nationaux des Etats

Evolution des importations (en mds)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23	4T23
Bénin	428,3	421,9	428,3	435,6	532,2	543,0	615,5	607,4	641,8	514,5	462,0	nd
Burkina Faso	555,0	621,6	639,9	796,0	769,5	877,5	925,6	949,3	864,5	873,4	867,6	961,4
Côte d'Ivoire	1 499,8	1 883,6	2 284,1	2 114,7	2 327,3	2 335,6	2 790,8	3 278,7	2 737,9	2 634,8	2 945,6	3 103,0
Guinée Bissau	35,0	38,1	31,7	30,0	35,0	32,7	28,5	35,5	35,1	42,8	17,8	nd
Mali	789,4	824,9	840,1	933,3	696,3	1 086,2	1 152,1	1 082,1	852,5	784,5	779,2	nd
Niger	361,1	374,3	366,3	380,7	516,3	525,8	543,9	876,4	667,8	566,1	525,5	157,7
Sénégal	955,2	1 213,8	1 238,2	1 377,3	1 312,0	1 578,8	1 782,6	1 953,9	1 562,9	1 440,8	1 625,8	1 796,8
Togo	314,3	338,4	359,1	368,3	422,4	496,3	511,2	508,1	447,6	449,6	445,5	448,5

Source : Correspondants nationaux des Etats

Evolution du taux de couverture des importations par les exportations (en %)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23	4T23
Bénin	35,9	37,9	33,8	27,6	33,2	34,2	19,1	13,2	27,7	32,5	32,8	nd
Burkina Faso	135,3	114,0	96,5	91,6	102,8	89,0	56,3	78,8	80,3	78,6	72,0	72,8
Côte d'Ivoire	160,0	98,6	85,2	109,3	115,0	113,2	86,3	77,0	120,9	108,8	89,8	111,8
Guinée Bissau	5,9	87,8	196,9	70,6	95,6	156,2	175,4	64,7	0,0	0,0	454,1	nd
Mali	76,6	67,3	69,4	61,1	62,8	44,9	46,5	64,2	64,6	70,5	76,5	nd
Niger	15,3	16,0	15,5	16,2	18,2	18,3	18,8	27,6	21,4	18,5	17,1	5,8
Sénégal	67,5	48,9	47,4	48,8	55,4	47,2	42,7	38,1	52,4	47,6	36,6	32,8
Togo	38,1	43,4	40,8	43,9	36,4	26,0	27,6	35,1	47,3	47,2	43,2	57,2%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

Evolution du solde commercial (en mds FCFA)

Etats membres	1T21	2T21	3T21	4T21	1T22	2T22	3T22	4T22	1T23	2T23	3T23	4T23
Bénin	-251,5	-262,0	-283,5	-315,5	-355,5	-357,5	-497,7	-527,5	-463,9	-347,5	-310,6	nd
Burkina Faso	196,1	86,8	-22,3	-67,1	21,9	-96,7	-404,4	-200,9	-170,7	-186,6	-243,2	-261,8
Côte d'Ivoire	899,2	-25,9	-338,6	196,7	348,7	309,4	-382,7	-754,9	573,6	232,5	-299,9	367,4
Guinée Bissau	-33,0	-4,7	30,7	-8,8	-1,5	18,4	21,5	-12,5	-35,1	-42,8	63,0	nd
Mali	-184,7	-269,7	-257,0	-362,9	-259,3	-598,9	-616,1	-386,9	-301,7	-231,5	-183,3	nd
Niger	-296,3	-276,7	-294,8	-284,8	-422,7	-468,2	-485,0	-768,1	-538,8	-479,1	-486,9	-128,8
Sénégal	-310,7	-619,9	-650,9	-705,4	-584,8	-834,2	-1020,7	-1210,1	-744,1	-755,4	-1030,7	-1207,2
Togo	-194,4	-191,4	-212,5	-206,7	-268,7	-367,2	-370,3	-329,8	-235,8	-237,4	-253,2	-192,1

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des Correspondants nationaux des Etats